

2^{ème} édition du Baromètre sur la perception cyber des Français

Étude réalisée par Ipsos.Digital pour
Cybermalveillance.gouv.fr



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Assistance et prévention
en cybersécurité



bva

Plus de la moitié des Français sensibilisés

58%

des Français estiment être suffisamment informés sur les risques liés à l'utilisation d'internet.

33% considèrent leur niveau de connaissance comme bon ou très bon.

Une meilleure connaissance des menaces

		2025	2024
Connaissance du terme Spam	↗	80%	78%
Virus	↗	75%	72%
Hameçonnage	↗	67%	63%
Phishing	↗	63%	59%
Piratage	↗	74%	72%
Ransomware	↗	29%	28%
Smishing	↗	15%	7%
Quishing		6%	6%

De bons réflexes qui s'installent

68%

des Français déclarent faire systématiquement des vérifications avant un achat en ligne.

55% affirment utiliser des mots de passe complexes et uniques.

52% déclarent faire régulièrement des mises à jour de leurs appareils et applications

Des sources d'information variées

48%

des Français déclarent se renseigner sur les menaces et les réflexes à prendre sur Internet.

39% déclarent se tourner vers les services publics officiels (vs. 36% en 2024)

36% s'informent auprès de leur entourage, et 34% via la télévision.

**Mais une menace
toujours aussi
présente**

60%

des Français ont été confrontés à de l'hameçonnage au cours des 12 derniers mois.

30% ont été confrontés à une violation de leurs données personnelles, et 15% à un faux conseiller bancaire.
6% ont été exposés à du cyberharcèlement.

Les jeunes plus ciblés que leurs aînés

	18 – 34 ans	55 – 75 ans
Ont reçu un appel d'un faux conseiller bancaire	29%	8%
Ont vu un de leurs appareils infecté par un virus	19%	6%
Ont été victimes d'un piratage de compte	20%	7%

Des réactions encore trop timides

54%

des personnes dont la CB a été utilisée à leur insu ont engagé une action auprès de leur établissement.

24% de ceux ayant fait un virement sur le compte d'un escroc ont déposé plainte.

17% des victimes de faux conseillers bancaires ont engagé une action auprès de leur établissement bancaire.

10% seulement des victimes des faux conseillers bancaires ont porté plainte.

Des réactions différentes selon l'âge

	18 – 34 ans	55 – 75 ans
Ont alerté leur banque / fournisseur suite à un piratage de compte	17%	34%
Ont engagé une action auprès de leur établissement bancaire après une utilisation frauduleuse de leur carte	36%	74%
N'ont rien fait suite à l'infection par un virus d'un de leurs appareils	18%	6%

Un préjudice faible mais des conséquences non négligeables

64%

des Français déclarent n'avoir subi aucun préjudice.

23% déclarent avoir subi un impact émotionnel ou une charge mentale accrue suite à une cybermalveillance.
13% des victimes d'arnaques déclarent une perte financière.
6% ont vu leur identité usurpée.
5% ont perdu l'accès à leur ordinateur / téléphone / tablette

Des jeunes plus anxieux, et moins préparés

	18 – 34 ans	55 – 75 ans
N'ont subi aucun préjudice	51%	74%
Déclarent avoir subi un impact émotionnel / charge mentale	34%	17%
Perte financière / usurpation d'identité	27%	11%

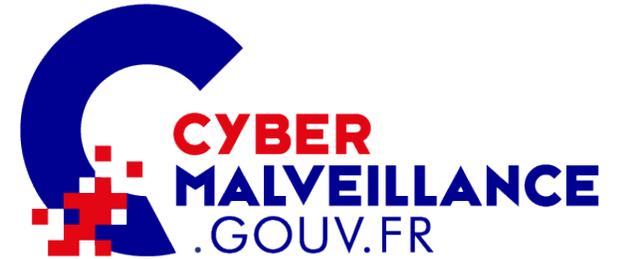
ANNEXE

Retour sur l'étude IPSOS 2025
et ses chiffres



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Assistance et prévention
en cybersécurité

Note méthodologique



Cette étude a été réalisée via l'omnibus Ipsos.Digital auprès d'un échantillon de 2000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans à 75 ans constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle et de région de résidence.



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne via la plateforme Ipsos.Digital du 16 au 26 mai 2025. Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « Étude Ipsos bva pour Cybermalveillance.gouv.fr ».



Ipsos rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 0,4 à 2,2 points au plus pour un échantillon de 2000 répondants.

Ipsos a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252

À l'occasion du Cybermois, rendez-vous annuel de sensibilisation piloté par Cybermalveillance.gouv.fr, le groupement d'intérêt public dévoile aujourd'hui les résultats de son baromètre annuel réalisé avec l'institut Ipsos.

Cette édition 2025 met en lumière une réalité paradoxale : alors qu'ils ont grandi avec le numérique, les jeunes adultes (18-34 ans) apparaissent comme les principales victimes des cyberattaques. Leur ultra-connexion ne les prémunit pas des risques. Au contraire, elle semble exposer davantage une génération dont les réflexes de sécurité sont encore trop fragiles face à une menace en constante évolution.

Une sensibilisation qui progresse, des réflexes qui s'installent durablement

De manière globale, l'étude de 2025 met en évidence une bonne connaissance supposée des enjeux cyber par le grand public. 58 % des répondants considèrent être suffisamment informés (« Oui tout à fait » et « Oui plutôt ») sur les risques liés à l'utilisation d'Internet, et 33 % estiment leur niveau de connaissance comme bon ou très bon.

L'hypermédiatisation du sujet de la cybersécurité et les dernières grandes campagnes d'arnaques et de fuites de données pourraient avoir conduit à une progression du niveau de connaissance par l'exposition au sujet.

Les gestes élémentaires de cybersécurité se généralisent, du moins en surface. Ainsi, 68 % des Français déclarent faire systématiquement des vérifications avant un achat en ligne, une précaution indispensable face à la prolifération des sites frauduleux.

Par ailleurs, 55 % affirment utiliser des mots de passe complexes et uniques, un chiffre encourageant mais pas encore suffisant.

D'autres pratiques essentielles sont également bien installées : 52 % des sondés déclarent faire régulièrement les mises à jour de leurs appareils et applications, 48 % disent utiliser un antivirus qu'ils mettent à jour régulièrement.

Toutefois, la pratique des sauvegardes reste plus marginale (35 %), soulignant des points de vigilance persistants.

Les canaux d'information sont variés : Internet (48 %), les services publics comme la police ou Cybermalveillance.gouv.fr (39 %), mais aussi l'entourage (36 %) ou encore les médias traditionnels (34 % via la télévision).

Ces chiffres reflètent une sensibilisation plurielle, mais pas encore systématique. Et lorsque l'on s'intéresse aux jeunes adultes, cette impression de progression généralisée se heurte à une réalité bien plus préoccupante.

Une jeunesse surexposée, vulnérable et mal préparée face aux cybermenaces

L'étude révèle un contraste marquant entre les compétences numériques perçues des 18-34 ans et leur réelle exposition aux risques.

Ces jeunes ont grandi avec les réseaux sociaux, les smartphones, les services en ligne et les objets connectés. Leur forte présence en ligne, la multiplicité de comptes et leur usage intensif des technologies en font des cibles idéales pour les cybercriminels.

Les chiffres sont sans appel :

- 29 % des 18-34 ans ont reçu un appel d'un faux conseiller bancaire – soit presque quatre fois plus que les 55-75 ans (8 %).

- 19 % des 18-34 ans ont vu leur appareil infecté par un virus, contre seulement 6 % des 55-75.
Suite à cette infection, 18% des 18-34 ans n'ont rien fait, contre 6% des 35-75 ans.

- 20 % des 18-34 ont été victimes d'un piratage de compte (7% sur les 55-75), mais seuls 17 % d'entre eux ont alerté leur banque ou leur fournisseur, contre 34 % des 55-75.

En cas d'utilisation frauduleuse de leur carte bancaire, seuls 36 % des 18-34 ont engagé une action auprès de leur établissement bancaire.

Face aux menaces, les jeunes semblent réagir différemment : moins de recours aux institutions, davantage d'auto-prise en charge, voire d'inaction. Il en ressort le profil d'une génération à la fois hyperconnectée, surexposée et insuffisamment outillée pour faire face.

Des conséquences profondes, notamment sur le plan émotionnel et psychologique

Au-delà des conséquences techniques ou financières, les cyberattaques ont un impact psychologique important, en particulier chez les plus jeunes.

L'enquête révèle que les 18-34 ans sont plus enclins à ressentir du stress, de l'anxiété, voire une perte de confiance suite à une attaque (34% des 18-34 déclarent un impact émotionnel / psychologique, contre 20% des 35-54 et 17% des 55-75).

Cette vulnérabilité émotionnelle est d'autant plus inquiétante qu'elle s'ajoute aux autres formes de fragilité psychologique déjà bien connues chez cette tranche d'âge.

On note également de manière régulière une faible propension à porter plainte chez les générations les plus jeunes, et ce encore plus dans le cadre de cyberharcèlement (12% des 18-34).

Un enjeu générationnel majeur pour la cybersécurité

Ces constats doivent servir d'alerte. La jeunesse ne doit pas être considérée comme une population naturellement résiliente face au numérique, simplement parce qu'elle y est née.

« Si les Français semblent gagner en maturité avec des comportements plus responsables au quotidien, trop peu d'entre savent encore comment réagir. Parmi eux, certains publics particulièrement exposés sont plus vulnérables, d'où la nécessité de les sensibiliser dès le plus jeune âge, pour les protéger et instaurer les bons réflexes durablement. C'est pourquoi nous souhaitons faire de la cybersécurité une priorité et poursuivre nos actions avec, entre autres, l'Éducation nationale. Face à cet enjeu sociétal, la mobilisation collective doit être massive et s'inscrire dans le temps, bien au-delà du Cybermois » explique Jérôme Notin, Directeur Général de Cybermalveillance.gouv.fr.